

<http://divergences.be/spip.php?article194>



Thierry Libertad

Pour en finir avec l'amnésie

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2006 - N° 4 (Novembre/November 2006) - 1 - International - España / Espagne / Spain -

Date de mise en ligne : mercredi 25 octobre 2006

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Octavio Alberola est membre du « groupe pour la révision du procès Granado et Delgado ». Il répond à nos questions concernant le projet de loi socialiste, présenté en juillet 2006, sur la réhabilitation des victimes de la Guerre civile et de la dictature franquiste.

– Thierry Libertad : Finalement, sous couvert de réhabilitation des victimes de la Guerre civile, le projet de loi présenté par les socialistes met sur un pied d'égalité « nationalistes » et « républicains ». Ne poursuit-il pas ainsi le travail d'amnésie programmé depuis la fin de la Guerre civile et prolongé depuis la « transition » jusqu'à nos jours ?

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L174xH210/Octavio_Alberola-3ed64.jpg

- Octavio Alberola : Pour moi, c'est évident. Tel qu'il a été rédigé, ce projet cherche à enterrer définitivement le contentieux laissé de côté par la « transition » avec les victimes de la répression franquiste. De plus, en mettant sur un pied d'égalité « nationalistes » et « républicains », le Gouvernement socialiste tente de se présenter comme défenseur de la « réconciliation entre Espagnols » pour faire face aux campagnes de la droite et du Parti Populaire, qui l'accusent de « diviser » l'Espagne en « réouvrant les plaies de la Guerre civile ». Mais, ce calcul purement électoraliste n'a pas fait arrêter ces campagnes. Donc, je ne crois pas que, les uns comme les autres, réussissent leur objectif : faire oublier le passé.

– T.L. : Ne permet-il pas d'occulter les causes, les enjeux et les conséquences, toujours actuels, du conflit qui ensanglanta l'Espagne entre 1936 et 1939 ?

– O.A. : En effet, tous les partis politiques, et pas seulement ceux de droite, ne veulent pas que les nouvelles générations d'Espagnols prennent connaissance des causes, des enjeux et des conséquences, toujours actuels, de la Guerre civile. Non seulement ils préféreraient que ces nouvelles générations les ignorent mais ils voudraient qu'elles ignorent aussi que la « transition » permit aux fascistes de devenir « démocrates » du jour au lendemain. Et que cela fut possible grâce à la complicité des partis qui se prétendent de gauche : le PSOE et le PCE. Car, la connaissance de cette compromission, de cette claudication, leur permettrait de comprendre pourquoi le présent politique et social espagnol est ce qu'il est : le règne du capitalisme.

– T. L. : Nombreux sont ceux qui partagent l'idée que, pendant la Guerre civile, certains secteurs républicains (entre autres communistes et l'aile droite du Parti Socialiste) craignaient plus les anarchistes que les fascistes et qu'un accord avec les franquistes aurait été préférable à une révolution de type libertaire. L'attitude du Parti Socialiste actuel, qui prône la réconciliation nationale, au détriment des victimes (et des siennes), n'illustre-t-elle pas à nouveau ce phénomène ?

– O.A. : Plus qu'une idée, c'est un fait... Tous les historiens et spécialistes de la Guerre civile espagnole le savent. Et quiconque étudie un peu cette période s'en rendra compte très rapidement. Républicains, socialistes et communistes ont toujours aspiré à gouverner, et non à faire une véritable révolution émancipatrice qui mettrait fin à l'exploitation et à la domination de l'homme par l'homme. Ce sont des partis hiérarchiques, qui ne remettent pas en question le système de domination et d'exploitation. Donc, pour eux, les anarchistes représentaient, et représentent encore aujourd'hui, la négation de leurs ambitions. Pendant la Guerre civile, s'ils l'avaient pu, ils se seraient entendu avec les fascistes, comme ils l'avaient déjà fait sous la dictature de Primo de Rivera ; mais les factieux ne voulaient pas, cette fois, partager le pouvoir et souhaitaient les anéantir également. Ils acceptèrent donc, à contrecœur, de « lutter » contre les fascistes aux côtés des anarchistes. L'attitude du Parti socialiste aujourd'hui répond, effectivement, à cette logique, car il est « fier » de gérer la société capitaliste actuelle.

– T.L. : **Le texte du Parti Socialiste rappelle cette cérémonie, qui, il y peu, rassembla, en signe de « réconciliation », un républicain et un phalangiste, soldat de la « división azul ». Finalement, il semble que la démarche soit la même.**

– O.A. : Oui, la Proposition de loi présentée par le Parti socialiste se situe dans la même ligne que cette indigne et grotesque cérémonie au cours de laquelle le ministre socialiste de la Défense fit défiler, côte à côte, un républicain et un soldat de la « división azul ». Mais cette Loi, si elle était approuvée telle qu'a été présentée par le gouvernement, serait un faux signe de « réconciliation ». Encore pire, elle officialiserait - au nom de la « réconciliation » ! - deux catégories d'Espagnols : ceux qui furent réhabilités par la Dictature et la Démocratie, et ceux, persécutés par la Dictature, qui ne le seraient que partiellement par la Démocratie. C'est en cela que cette loi serait injuste et indigne pour la mémoire des victimes de la répression franquiste.

– T.L. : **Remettre en cause la légalité du régime franquiste n'est-ce pas, quelque part, attaquer la légitimité de l'Etat espagnol moderne ? Finalement, quel que soit le parti politique au pouvoir, la logique étatique, la raison d'Etat, ne l'emporte-t-elle pas ?**

O.A. : Évidemment, remettre en cause la légalité du régime franquiste est, d'une certaine manière, attaquer la légitimité de la Monarchie, car elle est sortie des entrailles de ce régime. Elle en est la continuité institutionnelle. Mais, pour que cette Monarchie et l'État démocratique qu'elle prétend incarner aient une légitimité démocratique, il faut que la Monarchie et l'État acceptent, enfin, de rompre avec cette continuité institutionnelle. C'est pourquoi il est absolument nécessaire d'annuler toutes les sentences prononcées par les tribunaux répressifs de la Dictature. Oui, très souvent et quel que soit le parti politique au pouvoir, la logique étatique, la raison d'Etat, l'emporte sur tout autre considération. Mais, c'est absurde et honteux qu'un État qui se prétend démocratique continue, trente ans après la mort de Franco, à valider les sentences répressives d'une dictature. Surtout, quand le Parlement européen vient d'approuver la condamnation du franquisme et de demander cette annulation.

– T. L. : **Face à la rigidité des Institutions, comment allez-vous réagir ? Par quels moyens ? Quelle est votre marge de manœuvre ?**

– O.A. : Cette rigidité des Institutions ne nous surprend pas. En tant que libertaires, cette « rigidité » (pour nous lâcheté morale et politique) nous donne des arguments pour dénoncer les compromissions qui permirent aux fascistes (franquistes) d'acquiescer, sans en payer le prix (demander au moins pardon aux victimes), leur légitimité démocratique. C'est clair que nous ne demandions pas une Loi... Ce que nous voulions, en présentant le Recours de révision, et nous l'avons obtenu, c'était de mettre en marche un processus de récupération de la mémoire historique de ce que furent la Guerre civile et la dictature franquiste qui s'en suivit, et permettre ainsi une remise en cause des Institutions actuelles, prétendues démocratiques. Nous avons été obligé d'utiliser cette démarche juridique parce que, quand nous avons commencé, en 1998, l'amnésie et la démobilisation étaient très profondes au sein de la société espagnole. C'était l'unique moyen de réveiller et de mobiliser les consciences et de forcer les syndicats et les partis politiques à assumer leur responsabilité politique et historique. C'est vrai que, dans le cas de l'affaire Granado-Delgado nous avons un atout juridique de taille, les déclarations de Sergio Hernández et d'Antonio Martín. Le Tribunal Constitutionnel, représentant de l'Etat de Droit qui prétend être la Démocratie espagnole actuelle, ne pouvait donc que nous donner raison... Même si pour cela il nous fallut attendre 2004.

Aujourd'hui, « nos moyens » sont les mêmes : dénoncer et mobiliser ! C'est pour cela que nous avons annoncé publiquement que si les sentences franquistes sont annulées, nous retirerons la Recours de révision. Nous continuerons à le maintenir tant que cette exigence morale et politique n'obtiendra pas la réponse conséquente que nous voulons. Même si pour cela nous devons aller jusqu'au Tribunal des droits de l'homme de Strasbourg !

– T. L. : **Comment réagissent les autres associations ? Prévoyez-vous des actions communes ?**

– O.A. : Malheureusement, les autres associations sont absorbées par leurs revendications et objectifs spécifiques : obtenir les réouvertures de fosses communes, établir des listes de victimes, supprimer les symboles franquistes présents encore un peu partout en Espagne, etc. Et, comme le gouvernement est disposé à donner, et a déjà donné, de l'argent pour ces questions, elles ne sont pas très disposées à le dénoncer, même si elles réclament également la réhabilitation juridique des victimes. Elles ont cependant manifesté leur déception par ce projet de Loi.

– T. L. : **On dit que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'Histoire. Essayez-vous au contraire, par votre travail, de réécrire celle des vaincus ?**

– O.A. : Non, il ne s'agit pas de réécrire l'histoire, et moins encore celle des vaincus... Il s'agit simplement d'en finir avec l'amnésie historique et de contribuer à faire connaître aux nouvelles générations la vraie histoire de ce passé que les instances officielles et les partis lui ont occulté ou dénaturé.